



Assemblée générale

Distr. générale
10 décembre 1998
Français
Original: arabe

Cinquante-troisième session

Point 111 de l'ordre du jour

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Tamman Sulaiman (République arabe syrienne)

I. Introduction

1. À sa 3e séance plénière, le 15 septembre 1998, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inclure à l'ordre du jour de sa cinquante-troisième session et de renvoyer à la Cinquième Commission la question intitulée :

«Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Organisation des Nations Unies;
- b) Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
- h) Fonds des Nations Unies pour la population;
- i) Fondation des Nations Unies pour l'Habitat et les établissements humains;
- j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;
- k) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.»

2. À ses 27e, 29e, 31e, 32e et 42e séances, les 16, 18 et 20 novembre et le 10 décembre 1998, la Cinquième Commission a examiné les rapports financiers et états financiers vérifiés, et les rapports du Comité des commissaires aux comptes concernant :

a) Pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹;

b) Pour la période terminée le 31 décembre 1997, l'Organisation des Nations Unies, le Centre du commerce international et l'Université des Nations Unies², le Programme des Nations Unies pour le développement³, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance⁴, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient⁵, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁶, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁷, le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement⁸, le Fonds des Nations Unies pour la population⁹, la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains¹⁰, le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues¹¹ et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets¹²;

c) Le rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/53/513).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était également saisie des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période terminée le 30 juin 1997 (A/52/879);

b) Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/53/335 et Add.1);

c) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'étude de gestion du secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale (A/52/811);

d) Note du Secrétaire général transmettant un résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1997 (A/53/217).

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5 (A/52/5, vol. II).

² Ibid., Cinquante-troisième session, Supplément No 5 (A/53/5, vol. I, III et IV).

³ Ibid., Supplément No 5A (A/53/5/Add.1).

⁴ Ibid., Supplément No 5B (A/53/5/Add.2).

⁵ Ibid., Supplément No 5C (A/53/5/Add.3).

⁶ Ibid., Supplément No 5D (A/53/5/Add.4).

⁷ Ibid., Supplément No 5E (A/53/5/Add.5).

⁸ Ibid., Supplément No 5F (A/53/5/Add.6).

⁹ Ibid., Supplément No 5G (A/53/5/Add.7).

¹⁰ Ibid., Supplément No 5H (A/53/5/Add.8).

¹¹ Ibid., Supplément No 5I (A/53/5/Add.9).

¹² Ibid., Supplément No 5J (A/53/5/Add.10).

4. Les remarques et observations formulées lors de l'examen de la question par la Commission sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/53/SR.27, 29, 31, 32 et 42).

5. À la 27e séance, le 16 novembre, le Président du Comité des commissaires aux comptes a présenté les rapports du Comité (voir A/C.5/53/SR.27).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/53/L.16

6. À la 42e séance, le 10 décembre, le représentant du Zimbabwe, coordonnateur des consultations officielles sur la question, au nom du Président, a présenté un projet de résolution intitulé «Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes» (A/C.5/53/L.16).

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/53/L.16 sans le mettre aux voix (voir par. 9).

8. Après l'adoption de la résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer sa position.

III. Recommandation de la Cinquième Commission

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997, les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'Organisation des Nations Unies¹³, des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (pour la période terminée le 30 juin 1997)¹⁴, du Centre CNUCED/OMC du commerce international et de l'Université des Nations Unies¹⁵, du Programme des Nations Unies pour le développement¹⁶, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance¹⁷, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient¹⁸, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche¹⁹, des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés²⁰, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement²¹, du

¹³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 5* (A/53/5), vol. I, chap. I et V.

¹⁴ *Ibid.*, cinquante-deuxième session, Supplément No 5 (A/52/5), vol. II, chap. I et V.

¹⁵ *Ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément No 5 (A/53/5), vol. III, chap. IV; et vol. IV, chap. I et V.

¹⁶ *Ibid.*, Supplément No 5A (A/53/5/Add.1), chap. I et IV.

¹⁷ *Ibid.*, Supplément No 5B (A/53/5/Add.2), chap. I et IV.

¹⁸ *Ibid.*, Supplément No 5C (A/53/5/Add.3), chap. I et V.

¹⁹ *Ibid.*, Supplément No 5D (A/53/5/Add.4), chap. I et V.

²⁰ *Ibid.*, Supplément No 5E (A/53/5/Add.5), chap. III et IV.

²¹ *Ibid.*, Supplément No 5F (A/53/5/Add.6), chap. I et V.

Fonds des Nations Unies pour la population²², de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains²³, du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues²⁴ et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets²⁵, les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes²⁶, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes²⁷ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁸,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur les mesures prises ou envisagées pour appliquer les récentes recommandations du Comité des commissaires aux comptes²⁹ et sur la suite donnée par les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies aux recommandations du Comité³⁰,

Rendant hommage au Comité des commissaires aux comptes pour la façon exhaustive et efficace dont il a effectué ses examens, conformément à l'article 12.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies,

Se déclarant préoccupée par les problèmes et insuffisances que le Comité des commissaires aux comptes continue à relever dans l'administration et la gestion financières de l'Organisation des Nations Unies,

Soulignant la nécessité de mieux appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, telles qu'elle les a approuvées,

1. *Accepte* les rapports financiers et les états financiers vérifiés des organisations susmentionnées, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes les concernant, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *Accepte également* le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. *Note avec une vive préoccupation* que le Comité des commissaires aux comptes a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

4. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus de prendre des mesures correctives afin

²² Ibid., *Supplément No 5G* (A/53/5/Add.7), chap. I et V.

²³ Ibid., *Supplément No 5H* (A/53/5/Add.8), chap. I et V.

²⁴ Ibid., *Supplément No 5I* (A/53/5/Add.9), chap. I et V.

²⁵ Ibid., *Supplément No 5J* (A/53/5/Add.10), chap. I et IV.

²⁶ Ibid., *cinquante et unième session, Supplément No 5* (A/51/5), vol. I, chap. II et III; *ibid.*, *cinquante-deuxième session, Supplément No 5* (A/52/5), vol. II, chap. II et III; *ibid.*, *cinquante-troisième session, Supplément No 5* (A/53/5), vol. III, chap. I et II; vol. IV, chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5A* (A/53/5/Add.1), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5B* (A/53/5/Add.2), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5C* (A/53/5/Add.3), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5D* (A/53/5/Add.4), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5E* (A/53/5/Add.5), chap. I et II; *ibid.*, *Supplément No 5F* (A/53/5/Add.6), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5G* (A/53/5/Add.7), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5H* (A/53/5/Add.8), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5I* (A/53/5/Add.9), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5J* (A/53/5/Add.10), chap. II et III.

²⁷ A/53/217, annexe.

²⁸ A/53/513.

²⁹ A/53/335 et A/52/879.

³⁰ A/53/335/Add.1.

d'éviter que le Comité des commissaires aux comptes n'émette à nouveau des réserves lors de sa prochaine vérification;

5. *Approuve* toutes les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et fait siennes les observations y relatives figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁸, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient appliquées sans retard, conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 5 de sa résolution 52/212 B du 31 mars 1998;

7. *Décide* d'examiner au besoin des questions spécifiques à la reprise de sa cinquante-troisième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes».
